



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le vendredi 12 juin 2015 — N° 103

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 9 h 49.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Bolduc (Mégantic) fait une déclaration afin de féliciter la Fromagerie P'tit Plaisir qui a remporté le Grand prix des fromages canadiens.

M. LeBel (Rimouski) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Patrick Coulombe.

M. Chevarie (Îles-de-la-Madeleine) fait une déclaration afin de féliciter des étudiants en sciences des Îles-de-la-Madeleine qui se démarquent.

M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) fait une déclaration afin de féliciter les Clubs Lions de la Chaudière-Appalaches pour leur généreuse contribution à la campagne de financement du Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches.

M. Polo (Laval-des-Rapides) fait une déclaration afin de souligner l'événement La grande journée des petits entrepreneurs.

12 juin 2015

M. Bérubé (Matane-Matapédia) fait une déclaration afin de souligner le 40^e anniversaire de mariage de Mme Marcelline Gauthier et M. Omer Gauthier.

Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) fait une déclaration afin de souligner la Journée mondiale du réfugié.

M. Roberge (Chambly) fait une déclaration afin de souligner le Relais pour la vie de Chambly.

Mme Charbonneau (Mille-Îles) fait une déclaration afin de souligner la Semaine québécoise de la paternité.

M. Heurtel (Viau) fait une déclaration afin de féliciter le jeune Jimmy Le qui a gagné le concours « Trouver un nom au beluga ».

À 10 h 02, M. Gendron, troisième vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 10 h 19.

12 juin 2015

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

M. Fournier, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 56 Loi sur la transparence en matière de lobbying

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 56.

Dépôts de documents

Mme Vallée, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose les rapports annuels 2013-2014 des ordres professionnels suivants :

Ordre des acupuncteurs du Québec	(Dépôt n° 1253-20150612)
Ordre des administrateurs agréés du Québec	(Dépôt n° 1254-20150612)
Ordre des chiropraticiens du Québec	(Dépôt n° 1255-20150612)
Ordre des ergothérapeutes du Québec	(Dépôt n° 1256-20150612)
Ordre des évaluateurs agréés du Québec	(Dépôt n° 1257-20150612)
Ordre des géologues du Québec	(Dépôt n° 1258-20150612)
Ordre des hygiénistes dentaires du Québec	(Dépôt n° 1259-20150612)
Ordre des optométristes du Québec	(Dépôt n° 1260-20150612)
Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec	(Dépôt n° 1261-20150612)

12 juin 2015

Ordre des technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale du Québec

(Dépôt n° 1262-20150612)

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

(Dépôt n° 1263-20150612)

Ordre des urbanistes du Québec

(Dépôt n° 1264-20150612)

Puis, elle dépose :

Le rapport annuel 2013-2014 de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, accompagné d'une lettre de l'Office des professions;

(Dépôt n° 1265-20150612)

Le plan stratégique 2014-2019 du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

(Dépôt n° 1266-20150612)

M. Leitão, ministre des Finances, dépose :

Le rapport sur l'application de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, en date de mai 2015;

(Dépôt n° 1267-20150612)

Le rapport sur l'application de la Loi sur les instruments dérivés, en date de mai 2015;

(Dépôt n° 1268-20150612)

Le rapport sur l'application de la Loi sur le courtage immobilier, en date de mai 2015;

(Dépôt n° 1269-20150612)

Le rapport sur l'application de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, en date de juin 2015;

(Dépôt n° 1270-20150612)

12 juin 2015

Le rapport annuel 2014 de l'Autorité des marchés financiers pour les secteurs d'activité suivants : Coopératives de services financiers, Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne, Assurances de personnes, Assurances de dommages et Tarification en assurance automobile.

(Dépôt n° 1271-20150612)

M. Coiteux, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, dépose :

Le Rapport annuel de gestion 2014 de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

(Dépôt n° 1272-20150612)

M. Moreau, ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, dépose :

Le plan stratégique 2014-2017 de la Régie du logement.

(Dépôt n° 1273-20150612)

M. Lessard, ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, dépose :

Le rapport du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, concernant la reconnaissance et le financement de Zecs Québec pour les années 2013, 2014 et 2015.

(Dépôt n° 1274-20150612)

12 juin 2015

M. Fournier, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 28 avril 2015 par M. Huot (Vanier-Les Rivières) concernant le maintien des services de la clinique médicale de Neufchâtel;

(Dépôt n° 1275-20150612)

La réponse à la question écrite n° 70 concernant l'état d'avancement du projet de 90 M\$ visant la reconfiguration du terminal de croisières au port de Québec, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 21 mai 2015 par M. Surprenant (Groulx);

(Dépôt n° 1276-20150612)

La réponse à la question écrite n° 75 concernant les budgets alloués au Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées pour 2015-2016, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 28 mai 2015 par M. Pagé (Labelle);

(Dépôt n° 1277-20150612)

La réponse à la question écrite n° 76 concernant les organismes publics qui contreviennent aux dispositions prévues à la Loi sur la protection du consommateur, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 3 juin 2015 par Mme Roy (Montarville).

(Dépôt n° 1278-20150612)

M. le président dépose :

Les fiches synthèses 2014-2015 des activités de relations interparlementaires et internationales des sections et délégations de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 1279-20150612)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Rotiroti (Jeanne-Mance-Viger), à titre de présidente, dépose :

12 juin 2015

Le rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui, les 10 et 11 juin 2015, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 47, Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1280-20150612)

M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des relations avec les citoyens qui, le 10 juin 2015, a procédé à l'étude des mécanismes entourant la revente des permis octroyant des places en garderies privées subventionnées. La Commission s'est également réunie en séance de travail les 3 et 10 juin 2015 relativement à ce mandat. Le rapport contient des observations et des conclusions.

(Dépôt n° 1281-20150612)

M. Reid (Orford), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 11 juin 2015, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 36, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1282-20150612)

Dépôts de pétitions

Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 22 264 citoyens et citoyennes du Québec, concernant les clauses de baux résidentiels interdisant la possession d'animaux de compagnie.

(Dépôt n° 1283-20150612)

12 juin 2015

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote reporté, le 11 juin 2015, sur la motion de M. Leitão, ministre des Finances, proposant que le projet de loi n° 38, Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **128** en annexe)

Pour : **71** Contre : **29** Abstention : **0**

En conséquence, le projet de loi n° 38 est adopté.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Kelley, ministre responsable des Affaires autochtones, conjointement avec M. Leclair (Beauharnois), M. Caire (La Peltrie) et Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée nationale des autochtones, qui se tiendra dimanche le 21 juin 2015;

QU'elle profite de cette occasion pour souligner la contribution des Premières Nations et des Inuits à notre vie collective;

12 juin 2015

QUE cette journée soit une occasion de mieux connaître les autochtones et leurs réalités dans chacune des 55 communautés au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Péladeau, chef de l'opposition officielle, conjointement avec M. Couillard, premier ministre, M. Legault, chef du deuxième groupe d'opposition, et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la fête nationale du Québec, ayant pour thème cette année *8 millions d'étincelles!*;

QU'elle profite de cette occasion pour célébrer la créativité, le dynamisme et les succès des Québécois ici et ailleurs;

QU'elle invite les Québécoises et les Québécois à prendre part aux centaines d'activités qui auront lieu dans toutes les régions du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Caire (La Peltrie) présente une motion concernant la Journée d'affranchissement de l'impôt; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

12 juin 2015

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84.1 et 185 du Règlement, Mme St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie, conjointement avec Mme Weil, ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, M. Kotto (Bourget), Mme Roy (Arthabaska), et M. Khadir (Mercier), propose :

QUE l'Assemblée nationale exprime sa vive préoccupation après la confirmation par la Cour suprême du Royaume d'Arabie saoudite de la peine inhumaine infligée à Raif Badawi;

QU'elle réaffirme sa profonde solidarité et toute sa compassion avec M. Badawi, ainsi qu'avec son épouse, Ensaf Haidar, et leurs trois enfants;

QU'elle réitère son souhait que, à l'instar du gouvernement du Canada et d'autres alliés de la communauté internationale, la mobilisation et les interventions se poursuivent afin que M. Badawi soit libéré et puisse retrouver sa famille;

QU'elle souligne en ce sens la délivrance d'un Certificat de sélection par le gouvernement du Québec à M. Badawi.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, Mme Vien, leader adjointe du gouvernement, propose :

QUE la Commission des transports et de l'environnement procède à des consultations particulières sur le Livre vert s'intitulant Moderniser le régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement déposé à l'Assemblée le 11 juin 2015 par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

12 juin 2015

QUE les auditions publiques se tiennent le 31 août 2015 ainsi que les 3, 4, 10 et 15 septembre 2015, à la salle Louis-Hyppolite La Fontaine et, qu'à cette fin, la Commission entend les organismes suivants :

Assemblée des Premières Nations du Québec et Labrador
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec
Comité sur le droit de l'environnement du Barreau du Québec
Centre québécois du droit de l'environnement
Confédération des syndicats nationaux
Conseil des entreprises en technologie environnementales du Québec
Conseil patronal de l'environnement du Québec
Équiterre
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fédération québécoise des municipalités
Initiative boréale canadienne
Regroupement national des conseils régionaux en environnement du Québec
Union de municipalités du Québec
Union des producteurs agricoles
Vivre en ville
Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi
Ecotech
Commissaire au développement durable
Greenpeace
Nature Québec
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique / Stratégies Énergétiques
Fondation David Suzuki
Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec
Regroupement des Organismes de Bassins Versants du Québec
Canards Illimités Canada
Réseau des milieux naturels
Consortium Ouranos
Association québécoise pour l'évaluation d'impact
Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement de l'Université Laval

12 juin 2015

Mme Annie Rochette, professeure de droit de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal
Association de l'exploration minière du Québec

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 minutes 30 secondes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et 2 minutes 30 secondes au deuxième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 17 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes 30 secondes pour l'opposition officielle et 7 minutes pour le deuxième groupe d'opposition;

QUE le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

M. Kotto (Bourget) propose que le principe du projet de loi n° 493, Loi proclamant la Journée Nelson Mandela, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 493 est adopté.

Mme Vien, leader adjointe du gouvernement, propose que le projet de loi n° 493 soit renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

La motion est adoptée.

Mme Vien, leader adjointe du gouvernement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier le projet de loi n° 493, Loi proclamant la Journée Nelson Mandela.

La motion est adoptée.

Commission plénière

Le projet de loi n° 493 est étudié en commission plénière, puis il est rapporté.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Kotto (Bourget) propose que le projet de loi n° 493, Loi proclamant la Journée Nelson Mandela, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 493 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230, 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 47, Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme David, ministre de la Culture et des Communications, propose que le projet de loi n° 47, Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 47 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230, 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 36, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Poëti, ministre des Transports, propose que le projet de loi n° 36, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 heures.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 36 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Merlini (La Prairie) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 206, Loi concernant la Ville de Mercier, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 206 est adopté.

Adoption

M. Merlini (La Prairie) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 206, Loi concernant la Ville de Mercier, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 206 est adopté.

12 juin 2015

Adoption du principe

Mme Roy (Montarville) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 207, Loi concernant la Ville de Boucherville, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 207 est adopté.

Adoption

Mme Roy (Montarville) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 207, Loi concernant la Ville de Boucherville, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 207 est adopté.

Adoption du principe

M. Simard (Dubuc) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 208, Loi concernant la Ville de Saint-Félicien, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 208 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, M. Simard (Dubuc) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 208, Loi concernant la Ville de Saint-Félicien, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 208 est adopté.

12 juin 2015

Adoption du principe

M. Fortin (Sherbrooke) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 205, Loi concernant la Ville de Sherbrooke, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 205 est adopté.

Adoption

M. Fortin (Sherbrooke) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 205, Loi concernant la Ville de Sherbrooke, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 205 est adopté.

À 13 h 12, M. Gendron, troisième vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 15 septembre 2015, à 13 h 45.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 12 juin 2015, à 9 h 05, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Hamad, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et de M. St-Denis (Argenteuil), les représentants du premier ministre, et de M. Arsenault, directeur des travaux parlementaires et représentant du secrétaire général, il a plu à l'honorable Pierre Duchesne, lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner le projet de loi suivant :

- n° 42 Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail

12 juin 2015

Et à 14 h 20, en présence de Mme St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie, de M. Poëti, ministre des Transports, et de M. Fortin (Sherbrooke), les représentants du premier ministre, de M. Kotto (Bourget), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Arsenault, directeur des travaux parlementaires et représentant du secrétaire général, il a plu à l'honorable Pierre Duchesne, lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 36 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif
- n° 38 Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec
- n° 47 Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- n° 205 Loi concernant la Ville de Sherbrooke
- n° 206 Loi concernant la Ville de Mercier
- n° 207 Loi concernant la Ville de Boucherville
- n° 208 Loi concernant la Ville de Saint-Félicien
- n° 493 Loi proclamant la Journée Nelson Mandela

Le Président

JACQUES CHAGNON

12 juin 2015

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Leitão, ministre des Finances :

(Vote n° 128)

POUR - 71

Arcand (PLQ)	de Santis (PLQ)	Martel (CAQ)	Roberge (CAQ)
Auger (PLQ)	Dutil (PLQ)	Matte (PLQ)	Rotiroti (PLQ)
Bernier (PLQ)	Fortin (PLQ)	Ménard (PLQ)	Rousselle (PLQ)
Birnbaum (PLQ)	(Pontiac)	Merlini (PLQ)	Roy (CAQ)
Blais (PLQ)	Fortin (PLQ)	Montpetit (PLQ)	(Arthabaska)
(Charlesbourg)	(Sherbrooke)	Moreau (PLQ)	Roy (CAQ)
Bolduc (PLQ)	Fournier (PLQ)	Morin (PLQ)	(Montarville)
Boucher (PLQ)	Giguère (PLQ)	Nichols (PLQ)	Samson (CAQ)
Boulet (PLQ)	Habel (PLQ)	Ouellette (PLQ)	Simard (PLQ)
Bourgeois (PLQ)	Hamad (PLQ)	Ouimet (PLQ)	(Charlevoix-Côte-de-Beaupré)
Caire (CAQ)	Heurtel (PLQ)	(Fabre)	Soucy (CAQ)
Carrière (PLQ)	Huot (PLQ)	Paradis (PLQ)	St-Denis (PLQ)
Charbonneau (PLQ)	Iracà (PLQ)	(Brome-Missisquoi)	St-Pierre (PLQ)
Charette (CAQ)	Kelley (PLQ)	Paradis (CAQ)	Tanguay (PLQ)
Charlebois (PLQ)	Laframboise (CAQ)	(Lévis)	Thériault (PLQ)
Chevarie (PLQ)	Lamontagne (CAQ)	Picard (CAQ)	Vallée (PLQ)
Coiteux (PLQ)	Lavallée (CAQ)	Plante (PLQ)	Vallières (PLQ)
Couillard (PLQ)	Legault (CAQ)	Poëti (PLQ)	Vien (PLQ)
D'Amour (PLQ)	Leitão (PLQ)	Polo (PLQ)	Weil (PLQ)
Daoust (PLQ)	Lessard (PLQ)	Reid (PLQ)	
David (PLQ)			
(Outremont)			

CONTRE - 29

Bédard (PQ)	Dufour (PQ)	Leclair (PQ)	Péladeau (PQ)
Bergeron (PQ)	Gaudreault (PQ)	Léger (PQ)	Richard (PQ)
Bérubé (PQ)	(Jonquière)	Lelièvre (PQ)	Rochon (PQ)
Cloutier (PQ)	Hivon (PQ)	Lisée (PQ)	Roy (PQ)
Cousineau (PQ)	Khadir (IND)	Maltais (PQ)	(Bonaventure)
David (IND)	Kotto (PQ)	Marceau (PQ)	Traversy (PQ)
(Gouin)	Lamarre (PQ)	Massé (IND)	Turcotte (PQ)
Drainville (PQ)	LeBel (PQ)	Ouellet (PQ)	Villeneuve (PQ)